

**IDOC** *international*

**REVUE INTERCONFESSIONNELLE DE DOCUMENTATION**

30, via Santa Maria dell'Anima, Rome (Italie).

Directeur : Dr Léo Alting von Geusau.  
Rédacteur en chef : M. Miguel de Francisco.

CENTRE INTERNATIONAL IDOC  
30, via Santa Maria dell'Anima, Rome.

**Bureau :**

Président : M. Jan Grootaers, professeur à l'Université de Louvain (Belgique).

Vice-présidents : Pasteur Albert van den Heuvel, directeur du département des communications au Conseil œcuménique des Églises.  
M. Giuseppe Bigazzi, assistant au ministère de l'Industrie (Italie).

Secrétaire général : Dr Léo Alting von Geusau (Pays-Bas).

**Comité exécutif international :**

M. Hans-Wolfgang Hessler, service de presse de l'Église luthérienne, Francfort.

M. Jan-Erik Wikstrom, directeur d'édition, Stockholm.

Pasteur Giorgio Girardet, Eglise vaudoise, Rome.

M. Harry van Santvoort, directeur du Centre de documentation d'Amersfoort, (Pays-Bas).

M. Guy Goureaux, professeur à l'Université de Nantes.

M. Jerzy Turowicz, rédacteur à *Znak*, Cracovie.

M. Robert Nelson, professeur de théologie à l'Université méthodiste de Boston.

M. José Miguez Bonino, professeur à la Faculté évangélique de Buenos Aires.

M. Donald Quinn, rédacteur en chef de la *Saint-Louis Review*, Saint-Louis (U.S.A.).

P. Laurence Bright, o.p., Londres.

M. Enrique Miret, professeur à l'Institut supérieur de pastorale, Madrid.

M. Jorge Mejia, professeur de bible à l'Université de Buenos Aires.

M. Raymundo Caramuru, Louvain.

M. Jan Regier, secrétaire général du département Vie et Missions au Conseil national des Églises, New York.

B. Defaux

**IDOC** *international* numéro 19

19 mars 1970

**DOCUMENTS**

1. Les bidonvilles de Buenos Aires. (Trois textes qui émanent des habitants des bidonvilles eux-mêmes, d'une équipe pastorale et du mouvement des prêtres pour le Tiers-Monde, 28 décembre 1969.) . . . . . 2
2. Les femmes veulent leur libération et leur émancipation. Assemblée nationale des Églises du Christ des Etats-Unis . . . . . 11
3. La situation des divorcés remariés dans les communautés chrétiennes. Thèses avancées en vue d'une discussion, à Königshofen (Allemagne) . . . . . 17
4. La mission des Églises, dans l'île de Ceylan . . . . . 22
5. L'expérience de la paroisse œcuménique des jeunes, à Lausanne (décembre 1969). . . . . 28
6. Les démêlés du Kyodan et des étudiants japonais. . . . . 38

**DOSSIER**

Analyse critique de l'aide aux pays en voie de développement :

- a) « Il faut déjouer les menées des pays dits développés », par Ivan Illich . . . . . 49
- b) Commentaires de l'article précédent, par divers spécialistes . . . . . 63

**ÉTUDE**

L'homosexualité, par le Dr J. B. F. Gottschalk . . . . . 81

## DOSSIER

*Ivan Illich est bien connu du grand public, depuis la parution du long article qu'il a consacré au prêtre d'aujourd'hui, article paru dans la revue Esprit (octobre 1967), sous le titre « La métamorphose du clergé » (Voir IDOC International, n° 9, p. 69-72).*

*Bien qu'il ait été obligé de quitter la direction du CIDOC (Cuernavaca, Mexique) et qu'il ait renoncé à l'exercice de son sacerdoce, Ivan Illich continue à se passionner pour la cause qu'il défendait alors : celle d'un développement véritable, dans le Tiers-Monde et l'Amérique latine en particulier, développement respectueux d'hommes et de situations profondément différents.*

*Le 6 novembre 1969, il faisait paraître, dans le New York Review, l'article que nous publions ci-après.*

*Aucun commentaire, de notre part, n'est de mise; d'autant que nous avons préféré donner la parole à des experts américains ou latino-américains. C'est pourquoi des réflexions, émises aux Etats-Unis tout particulièrement, suivent l'article d'Illich, le critiquant à l'occasion, le nuancant parfois, l'accueillant le plus souvent ou le défendant avec chaleur.*

*N. B. — L'article d'Ivan Illich sera publié prochainement dans un livre à paraître aux éditions Doubleday and Company Inc., New York.*

## Ivan Illich Déjouer les pays « développés »

Il est désormais banal de demander aux nations riches de transformer leur machine de guerre en programme d'aide au Tiers-Monde. Les pauvres, en fait les 4/5 de l'humanité, voient leur nombre augmenter sans cesse, mais la consommation par habitant va diminuant. Cette augmentation de population et cette baisse de la consommation inquiètent les nations industrialisées, qui pourraient bien convertir leurs budgets de la défense en assainissement de l'économie des pays pauvres — mais quel serait le résultat? En retour, ceci pourrait engendrer le plus complet désespoir, car les charrues des riches peuvent faire encore plus de mal que leurs épées. Les camions *made in U.S.A.* peuvent causer plus de dégâts, et plus durables, que les chars d'assaut également *made in U.S.A.* Il est plus facile de créer une demande massive pour les premiers que pour les derniers. Seule une minorité a besoin d'armements lourds.

Mais une majorité peut devenir esclave du rythme parfaitement irréaliste, avec lequel on s'approvisionne en machines productives, telles que les camions modernes; le Tiers-Monde étant devenu un immense marché pour les biens, les produits, les techniques que les riches ont conçus pour eux-mêmes, l'écart entre la demande en produits occidentaux et leur offre ne fera que croître indéfiniment. La voiture particulière ne peut conduire les pauvres à l'âge du jet; le système scolaire ne peut assurer l'éducation des pauvres; le frigidaire familial ne peut leur assurer une nourriture saine.

Il est évident qu'un homme sur mille seulement, en Amérique latine, peut se payer une Cadillac, une opération cardiaque ou un doctorat en philosophie. Cette restriction sur les buts du développement ne nous conduit pas à désespérer du destin du Tiers-Monde, ceci pour une raison simple; nous n'en sommes pas encore venus à considérer la Cadillac comme indispensable à un bon transport; ni une opération cardiaque

comme un soin médical normal; ni un doctorat en philosophie comme la condition d'une éducation acceptable. En fait, nous reconnaissons que l'importation des Cadillac devrait être lourdement taxée, au Pérou; qu'une clinique pour la transplantation d'organes est un jouet scandaleux, justifiant la présence de nombreux médecins, à Bogota; qu'un Bétatron dépasse les possibilités d'études de l'université de Sao-Paulo.

Malheureusement, il ne crève pas les yeux à tout le monde que la majorité des Latino-Américains — ceux de notre génération mais aussi ceux des deux générations suivantes — ne peuvent s'offrir aucune sorte d'automobile, aucune sorte d'hospitalisation, ne peuvent recevoir d'éducation dans une école élémentaire. Nous faisons taire notre conscience devant cette réalité évidente, parce que nous détestons dénoncer les illusions où notre imagination s'est fourvoyée. Le pouvoir des institutions créées par nous est si insidieux, qu'elles ne façonnent pas seulement nos préférences, mais le sentiment que nous avons actuellement de ce qui est possible. Nous ne savons plus parler de transports modernes, sans penser automobiles et avions. Notre conception des soins médicaux modernes met l'accent sur notre habileté à prolonger la vie de malades condamnés. Nous sommes devenus incapables d'imaginer une meilleure éducation sinon en termes d'écoles plus complexes et de maîtres entraînés durant des périodes de plus en plus longues. Des institutions colossales, productrices de services coûteux, dominent l'horizon de notre créativité.

Nous avons incarné notre conception du monde dans nos institutions et nous en sommes devenus les prisonniers. Usines, moyens d'information, hôpitaux, gouvernements, écoles produisent des biens et des services tout préparés, portant l'estampille de notre conception du monde. Nous — les riches — concevons le progrès comme l'expansion de ces établissements. Nous concevons une mobilité accrue comme du luxe et de la sécurité conditionnés par General Motors ou Boeing. Nous concevons l'amélioration du bien-être général comme la multiplication des hôpitaux et des médecins, eux qui fabriquent une santé sur mesure en faisant traîner la souffrance en longueur. Nous en sommes venus à identifier notre besoin d'en savoir toujours plus avec la revendication d'une claustration toujours plus longue dans les salles de classe. En d'autres termes, nous avons

confondu l'éducation avec une mission de surveillance, avec des certificats de travail et le droit de vote, et nous avons étiqueté tout cela vertus chrétiennes, libérales ou communistes.

En moins de cent ans, la société industrielle a conçu des solutions brevetées pour satisfaire les besoins élémentaires et nous a fait croire que le créateur avait fabriqué ces besoins de l'homme, comme des appels aux produits que nous avons inventés.

C'est vrai pour la Russie et pour le Japon, comme pour l'Amérique du Nord. Le consommateur devient de plus en plus apathique, reste fidèle aux mêmes producteurs, qui lui présentent toujours les mêmes paquets dans des emballages nouveaux ou de qualité différente. Les sociétés industrielles peuvent fournir ces objets à usage personnel à la plupart de leurs citoyens; mais ce n'est pas une preuve que ces sociétés soient ni saines, ni économes, ni qu'elles fassent avancer l'existence humaine. C'est le contraire qui est vrai. Plus les citoyens s'habituent à consommer ces biens et services tout préparés, moins ils paraissent capables de modifier le milieu ambiant. Ils dépensent leurs énergies et leur argent à se procurer des produits toujours nouveaux et le milieu ambiant devient un sous-produit de leurs propres habitudes de consommation.

Le modèle de ces choses toutes faites, dont je parle, est la cause principale du prix élevé requis pour satisfaire les besoins élémentaires. Aussi longtemps que chacun aura « besoin » de sa voiture, nos villes devront supporter les longs embouteillages et payer horriblement cher les moyens de les éviter. Aussi longtemps que santé signifiera survie d'une durée maximum, notre malade sera voué à des interventions chirurgicales toujours plus extraordinaires, et aux drogues capables d'apaiser la douleur qui s'ensuit. Aussi longtemps que nous voudrions utiliser l'école pour arracher les enfants aux jupes de leur mère et pour protéger les jeunes de la rue, ceux-ci seront retenus sans fin sur les bancs de l'école et il leur faudra toujours plus d'encouragement à endurer cette épreuve.

Les nations riches imposent charitablement aux nations pauvres un carcan d'embouteillages, d'hôpitaux-prisons et de salles de classes, et, par convention internationale, elles appellent cela « développement ».

Les riches, les instruits et les vieux de ce monde essaient

de dispenser leurs bienfaits douteux, en reflant leurs solutions toutes faites au Tiers-Monde. Les embouteillages vont croissant à Sao Paulo, tandis que près d'un million d'habitants du Nord-Est brésilien fuient la sécheresse, en parcourant 800 kilomètres à pied. Les médecins latino-américains vont se former à l'hôpital de chirurgie spéciale de New York : cela ne leur servira que pour un tout petit nombre, alors que la dysenterie amibienne reste endémique, dans les taudis où vivent 90 % de la population.

Une infime minorité poursuit des études avancées, dans les sciences théoriques, en Amérique du Nord, souvent aux frais de leur propre gouvernement. S'ils retournent un jour en Bolivie, ils deviendront des professeurs de seconde zone, parlant de sujets prétentieux, à La Paz ou à Cochibanba. Les riches exportent les versions surannées de leurs modèles courants.

« L'Alliance pour le progrès » est un bon exemple de production charitable de sous-développement. Contrairement à ses slogans, elle est devenue une alliance pour le progrès de la classe des consommateurs et une alliance pour la domestication des masses latino-américaines. L'Alliance a été une étape importante dans la modernisation des modèles de consommation de la classe moyenne, en Amérique du Sud, en la faisant participer, à la culture dominante de la métropole d'Amérique du Nord. En même temps, l'Alliance a modernisé les aspirations de la majorité des citoyens et orienté leurs choix vers des produits non disponibles.

Chaque voiture que le Brésil met en circulation interdit à cinquante personnes un voyage confortable en autobus. Chaque frigidaire en vente amenuise les chances que l'on construise un entrepôt frigorifique commun. Chaque dollar dépensé, en Amérique du Sud, en médecins et en hôpitaux coûte cent vies, pour reprendre le mot de Jorge de Ahumada, le brillant économiste chilien.

Pour chaque dollar consacré à fournir de l'eau potable, on sauverait cent vies. Chaque dollar dépensé pour l'école signifie plus de privilèges pour quelques-uns mais des charges pour beaucoup. Dans le meilleur des cas, il augmente le nombre de ceux qui, avant d'être laissés pour compte, ont appris que ceux qui y restent plus longtemps ont droit à plus de pouvoir, de richesse et de prestige. Le résultat d'une telle

école, c'est d'enseigner à celui qui la fréquente la supériorité de celui qui peut la fréquenter mieux et plus longtemps.

Tous les pays d'Amérique latine sont frénétiquement résolus à développer leur système scolaire. Aujourd'hui, aucun d'entre eux ne dépense moins de 18 % du produit des impôts pour l'éducation — ce qu'ils appellent « l'école » — et bien des pays dépensent près du double. Même avec ces énormes investissements, aucun pays n'est à même d'assurer cinq années complètes d'éducation à plus d'un tiers de sa population. Les besoins et la demande, en ce qui concerne l'école, suivent une progression géométrique. Et ce qui est vrai de l'école l'est également des produits de la plupart des institutions qui travaillent à la modernisation du Tiers-Monde.

Le raffinement technologique permanent de produits qui sont déjà disponibles sur le marché, bénéficie davantage au producteur qu'au consommateur. Les procédés de fabrication, de plus en plus complexes, tendent à ne laisser qu'au très grand producteur la possibilité de remplacer continuellement les articles démodés, et de concentrer les désirs du consommateur sur des améliorations de détail; toutes choses qui entraînent une élévation des prix, une diminution du temps d'utilisation, une utilité moins générale, des réparations plus chères. Pensez aux multiples emplois d'un simple ouvre-boîte; tandis qu'un appareil électrique, même s'il marche bien, n'ouvre jamais que quelques sortes de boîtes et coûte cent fois plus cher.

C'est également vrai d'une pièce de machine agricole et d'un diplôme universitaire. Le fermier du Middle-West peut être convaincu de la nécessité d'avoir une voiture à quatre essieux, capable de faire 110 kilomètres à l'heure sur les grandes routes, ayant un appareil électrique pour essuyer le pare-brise, des sièges capitonnés, et qu'il pourra changer contre une neuve, dans un an ou deux. La plupart des agriculteurs du monde n'ont pas besoin de telles vitesses et n'ont pas toujours été habitués à un tel confort. Ils ont besoin de moyens de transport à bas prix, dans un monde où le temps n'est pas de l'argent, où les chiffons à main suffisent et où une pièce d'équipement lourd devrait durer une génération. Un tel âne mécanique demande une technique et une allure extérieure n'ayant rien de commun avec ce que l'on produit pour le marché des Etats-Unis. On ne produit pas ce véhicule.

La plupart des pays d'Amérique du Sud ont besoin d'un personnel sanitaire qui puisse exercer ses fonctions pendant un temps indéterminé sans être supervisé par un docteur en médecine. Au lieu d'établir un plan de formation pour les sages-femmes et les guérisseurs, qui ne savent utiliser qu'un très petit nombre de médicaments, les universités sud-américaines fondent, chaque année, de nouvelles écoles d'infirmières spécialisées ou de personnel administratif, qui forment des spécialistes ne pouvant travailler que dans les hôpitaux et des pharmaciens connaissant l'art de vendre de plus en plus de médicaments de plus en plus dangereux.

Le monde arrive à une impasse, lieu de convergence de deux processus : *de plus en plus d'hommes ont de moins en moins de possibilités élémentaires de choix*. L'accroissement de la population est diffusé très largement, et cela crée une panique. La diminution des possibilités fondamentales de choix provoque l'angoisse et est, en conséquence, passée sous silence. L'explosion démographique dépasse l'imagination, mais le dépeuplement progressif de l'imagination sociale est justifié, comme résultant de possibilités de choix accrues entre plusieurs marques.

L'aboutissement des deux processus, c'est la mort. L'explosion démographique produit un plus grand nombre de consommateurs de toutes sortes de produits, depuis la nourriture jusqu'aux contraceptifs; ceci tandis que notre imagination timide se révèle incapable d'inventer d'autres moyens de satisfaire leurs désirs, si ce n'est les objets conditionnés, en vente dans les sociétés que l'on admire.

J'examinerai successivement ces deux facteurs; ils forment, à mon avis, les deux coordonnées permettant ensemble de définir le sous-développement.

Dans la plupart des pays du Tiers-Monde, la population s'accroît, du fait surtout de la classe moyenne. Le revenu, la consommation et le bien-être de la classe moyenne sont partout en hausse, tandis que le fossé entre cette classe et la masse des gens va s'élargissant. Même si la consommation par habitant augmente, la majorité des gens disposent actuellement de moins de nourriture qu'en 1945, de moins de soins médicaux en cas de maladie, de moins de travail approprié, de moins de protection. C'est en partie l'effet d'une consom-

mation très orientée, en partie le résultat de l'éclatement de la famille et de la culture traditionnelles. Il y a, dans le monde, beaucoup plus de gens à souffrir de la faim, de la souffrance et du dénuement, en 1969, qu'à la fin de la deuxième guerre mondiale : ceci en chiffres absolus comme en pourcentage.

Ces conséquences concrètes du sous-développement sont lourdes de violences. Mais le sous-développement est aussi un état d'esprit; et le comprendre comme état d'esprit ou comme état de conscience, est un problème critique. Le sous-développement apparaît comme un état d'esprit quand les besoins des masses s'orientent vers la demande de nouvelles sortes de solutions toutes faites, qui sont à jamais hors de la portée de la plupart. En ce sens, le sous-développement croît très vite, même dans les pays où croît l'équipement en écoles, en calories, en voitures et en cliniques. Les groupes au pouvoir dans ces pays mettent sur pied les services qui ont été imaginés pour une culture riche. Une fois qu'ils ont canalisé la demande sur ce chemin, ils ne peuvent jamais satisfaire les besoins de la majorité.

Le sous-développement comme état de conscience est le terme extrême de ce que nous pouvons appeler, dans le langage de Marx et de Freud, la réification. J'entends par là le durcissement de la perception dans la demande massive de produits manufacturés. J'entends par là le transfert qui s'est opéré de la soif en besoin de coca-cola. Cette sorte de réification résulte des manipulations, dont sont l'objet les besoins humains élémentaires, dans les immenses organisations bureaucratiques, qui ont su dominer l'imagination des consommateurs en puissance.

Qu'on me permette de revenir à l'exemple pris dans le domaine de l'éducation. La promotion considérable de l'école conduit à identifier fréquentation école et éducation, en sorte que, dans le langage actuel, les deux termes sont interchangeables. Une fois que l'imagination de toute une population a été conditionnée à croire que l'école a le monopole de l'éducation, alors, les analphabètes peuvent être imposés pour que les établissements privés et les universités se remplissent d'enfants de riches.

Le sous-développement résulte de niveaux d'aspiration qui ne cessent de monter à mesure que s'intensifie la commer-

cialisation de produits « brevetés ». En ce sens, la dynamique du sous-développement qui est en train de s'instaurer se trouve exactement aux antipodes de ce que je crois être l'éducation : je veux dire la conscience qui s'éveille des nouvelles possibilités que recèle l'humanité et la mise en œuvre du pouvoir créateur de chacun, pour développer la vie humaine. Le sous-développement, cependant, implique que beaucoup de gens se rangent à des solutions conditionnées à l'avance.

Le processus selon lequel la commercialisation des produits « étrangers » accroît le sous-développement est souvent compris de la manière la plus superficielle. Le même homme qui s'indigne à la vue d'une usine de Coca-Cola dans un taudis latino-américain ressent souvent de la fierté à voir une nouvelle école normale en train de pousser tout à côté.

Il s'irrite devant la preuve d'un « brevet » étranger, attaché à une boisson sans alcool, qu'il aimerait voir remplacée par « Cola Mex ». Mais le même homme veut imposer, à tout prix, l'école à ses concitoyens et il ignore le brevet invisible en vertu duquel cette institution s'engrène jusqu'au fond dans le marché international.

Il y a quelques années, j'observais des travailleurs en train de poser un placard publicitaire Coca-cola, haut de soixante pieds, dans la plaine désertique de Mexquital. Une sécheresse sérieuse et la famine venaient juste de ravager les plateaux mexicains. Mon hôte, un Indien pauvre d'Ixmiquilpan, venait tout juste d'offrir à ses visiteurs un minuscule verre de l'eau sucrée, noirâtre, sans prix; quand je me rappelle cette scène, je ressens toujours de la colère; mais je m'irrite encore davantage quand je me souviens des réunions de l'UNESCO, au cours desquelles des bureaucrates, bien pensants et bien payés, discutaient sérieusement des programmes scolaires de l'Amérique latine et quand je pense aux discours de ces libéraux enthousiastes, prônant l'augmentation du nombre d'écoles.

La supercherie des représentants en écoles est moins apparente mais beaucoup plus grave que celle des commis-voyageurs en Coca-cola ou en Ford, parce que le maître d'école tient ses gens avec une drogue beaucoup plus recherchée. La fréquentation de l'école primaire n'est pas un luxe sans importance, elle rappelle davantage la mastication du coca qui attelle à son patron le travailleur indien des Andes.

Plus importante est la dose de scolarisation qu'un individu a reçue, plus profonde est sa frustration. Tomber du septième ciel fait éprouver une déception bien plus grande que de tomber du troisième ciel. Les écoles du Tiers-Monde dispensent un opium beaucoup plus efficace que celui des Eglises, en d'autres temps. A mesure que l'esprit d'une société s'habitue à la pensée de l'école, les individus, peu à peu, deviennent fous, à l'idée qu'il soit possible de vivre sans être inférieur aux autres. A mesure que la majorité des gens quitte la campagne pour la ville, l'infériorité héréditaire du « péon » fait place à l'infériorité d'avoir dû quitter l'école, ce départ étant tenu comme personnellement responsable de l'échec. L'école fournit à l'origine divine des stratifications sociales un fondement rationnel beaucoup plus rigoureux que les Eglises ne l'ont jamais fait.

A ce jour, aucun pays d'Amérique du Sud n'a déclaré que les jeunes sous-consommateurs de Coca-Cola et de voitures avaient contrevenu aux lois; mais tous les pays d'Amérique du Sud ont promulgué des lois, selon lesquelles celui qui a quitté prématurément l'école n'a pas rempli ses obligations légales. Récemment, le gouvernement brésilien a presque doublé la durée de la scolarité légale, gratuite et obligatoire. A partir de maintenant, tout Brésilien qui aura quitté l'école avant l'âge de seize ans, se verra reprocher tout au long de sa vie de n'avoir pas bénéficié d'un privilège légalement obligatoire. Cette loi a été votée dans un pays où les plus optimistes eux-mêmes ne peuvent envisager le jour où un tel degré de scolarisation concernera seulement 25 % des jeunes. L'adoption de modèles de scolarités internationaux condamne à jamais la plupart des Latino-Américains à vivre en marge ou à être exclus de la vie sociale; en un mot, les condamne au sous-développement.

La transformation de buts sociaux en niveaux de consommation n'est pas le fait de quelques pays seulement. Au-delà de toutes les frontières culturelles, idéologiques et géographiques d'aujourd'hui, les nations s'orientent vers la construction de leurs propres usines automobiles, de leurs propres écoles normales et médicales; et, dans le meilleur des cas, la plupart ne sont que de pâles imitations des modèles étrangers et, notamment, d'Amérique du Nord,

Le Tiers-Monde a besoin d'une profonde révolution de ses institutions. Les révolutions qu'ont connues les générations précédentes étaient irrésistiblement politiques. Un nouveau groupe d'hommes, disposant d'un nouveau jeu de justifications idéologiques, a pris le pouvoir et se sert au fond des mêmes institutions, enseignantes, médicales et commerciales, dans l'intérêt d'un nouveau groupe de clients. Puisque les institutions n'ont pas radicalement changé, le nouveau groupe de clients reste approximativement de même dimension que le précédent. C'est évident en ce qui concerne l'éducation. Le coût de l'école, par élève, est à peu près le même partout, aujourd'hui, depuis que les normes, utilisées pour évaluer la qualité de l'enseignement, tendent à devenir internationales.

L'accès à l'éducation financé par l'Etat, que l'on confond avec la possibilité de fréquenter l'école, dépend partout du revenu par habitant. (Seuls le Nord Viet Nam et la Chine peuvent être considérés comme des exceptions significatives.)

Partout, dans le Tiers-Monde, des institutions modernes sont, de manière flagrante, totalement stériles, eu égard aux buts égalitaires qui ont provoqué leur multiplication. Mais, tant que l'imagination sociale de la majorité n'aura pas été détruite en se fixant sur ces institutions, il y a plus d'espoir de voir une révolution institutionnelle dans le Tiers-Monde que chez les riches. D'où la tâche urgente de mettre en œuvre des alternatives réalisables aux solutions « modernes ».

Le sous-développement est en passe de devenir chronique en beaucoup de pays. La révolution dont je parle doit avoir lieu avant que cela n'arrive. L'éducation offre à nouveau un bon exemple. Le sous-développement chronique, en matière d'éducation, se produit quand la demande de scolarisation devient si générale que l'utilisation par l'école de toutes les ressources éducatives est unanimement réclamée par les politiciens. A ce moment, il devient impossible de séparer éducation et école.

La seule réponse possible à un sous-développement qui va croissant est une réponse au niveau des besoins élémentaires, envisagée comme un but à long terme, pour des régions qui présenteront toujours des structures différentes. Il est plus facile de parler d'alternative aux institutions, aux services et aux produits existants, que de les définir.

Mon but n'est pas de dépeindre une Utopie ni d'écrire

le scénario d'un avenir totalement transformé. Nous devons nous contenter d'exemples, indiquant tout simplement les directions dans lesquelles on pourrait chercher.

On a déjà donné de tels exemples. Les autobus sont une alternative à la multitude des voitures particulières. Les véhicules conçus pour transport lent sur terrain accidenté sont une alternative aux camions standard. L'eau potable est une alternative à une chirurgie hors de prix. Des travailleurs médicaux sont une alternative aux médecins et aux infirmières. Des entrepôts communautaires de nourriture sont une alternative à l'équipement onéreux des cuisines. D'autres alternatives, on pourrait en aligner des douzaines. Pourquoi, par exemple, ne pas considérer la marche à pied comme une alternative à long terme au déplacement mécanique? Pourquoi ne pas rechercher ce que cela imposerait au tracé des villes? Pourquoi la construction d'abris ne serait-elle pas standardisée? ses éléments préfabriqués? chaque citoyen obligé d'apprendre durant une année de service civil, comment construire son propre logement, conformément aux règlements sanitaires?

Il est plus difficile de présenter des alternatives dans le domaine de l'éducation, en partie parce que les écoles ont récemment épuisé toutes les ressources disponibles en bonne volonté, en imagination et en argent. Même ici, pourtant, nous pouvons indiquer la direction que devrait prendre la recherche.

Aujourd'hui la scolarisation est conçue comme la présence en classe, régulière et planifiée, d'enfants durant mille heures environ chaque année, durant une suite ininterrompue d'années. En moyenne, les pays latino-américains peuvent assurer à chaque citoyen de huit à trente mois de ce service. Pourquoi, à la place de cela, ne pas rendre obligatoires un ou deux mois par an, pour tous les citoyens au-dessous de trente ans?

On dépense sans compter pour les enfants, mais on peut apprendre à lire à un adulte en dix fois moins de temps et avec dix fois moins d'argent que n'en réclame un enfant. Dans le cas de l'adulte, il y a rentabilité immédiate de l'investissement, s'il discerne l'importance capitale d'apprendre, avec conscience politique et avec le désir d'assumer la responsabilité de la dimension et de l'avenir de sa famille ou si l'accent est mis sur une meilleure productivité. Il y a une double rentabilité dans le cas de l'adulte : non seulement

il peut contribuer à l'éducation de ses propres enfants, mais aussi à celle des autres adultes. En dépit de ces avantages, les programmes d'instruction de base ne rencontrent que peu ou pas d'appui en Amérique latine, alors que les écoles demandent une première dîme sur toutes les ressources publiques. Il y a pire, ces programmes sont aujourd'hui supprimés impitoyablement, au Brésil et partout où l'appui que donnent les militaires à l'oligarchie féodale et industrielle a rejeté ses aimables déguisements de naguère.

Il est difficile d'énoncer d'autres possibilités, parce qu'il n'y a point encore d'exemples que l'on puisse citer. Nous devons cependant envisager l'utilisation des ressources publiques destinées à l'éducation, de telle sorte que chaque citoyen ait un minimum de chance. L'éducation ne deviendra un thème politique pour la majorité des électeurs, que le jour où chaque individu saura, avec précision, quelles ressources lui sont dues en matière d'éducation, et quand il aura quelque idée de la manière de les obtenir. On pourrait imaginer quelque chose comme une déclaration universelle des droits à l'éducation, comme ils existent dans l'armée américaine : on diviserait le montant des ressources publiques, destinées à l'éducation, par le nombre d'enfants qui sont légalement d'âge scolaire, et on s'assurerait qu'un enfant, qui n'a pas profité de son droit à l'âge de sept, huit ou neuf ans, en trouverait à sa disposition, à l'âge de dix ans, les bénéfices accumulés.

Que pourrait-on fournir avec cette maigre allocation, accordée à leurs enfants par les républiques sud-américaines? Presque toutes les fournitures de base — livres, images, cubes, jeux et jouets — qui sont totalement absentes des maisons des vrais pauvres, mais qui permettent à l'enfant de la classe moyenne d'apprendre l'alphabet, les couleurs, les formes, ainsi que toutes sortes d'objets et d'expériences, qui garantissent le progrès de l'éducation. Le choix à faire entre ces choses et l'école est évident. Malheureusement, le pauvre pour qui, seul, le choix est réel, n'a jamais à l'exercer.

Il est difficile de définir une alternative aux produits et aux institutions qui exercent sur le terrain comme un droit de préemption; non seulement, comme j'ai essayé de le montrer, parce que ces produits et ces institutions façonnent jusqu'à notre manière de comprendre la réalité, mais parce que la

mise en place de possibilités nouvelles exige une mobilisation des volontés et des intelligences qui s'obtient difficilement. Cette mobilisation des intelligences et des volontés, en vue de résoudre les problèmes particuliers, sans se soucier de leur nature, c'est ce que nous avons coutume d'appeler, depuis le siècle dernier, *la recherche*.

Je voudrais préciser cependant de quelle recherche je parle. Je ne parle pas de recherche fondamentale. Des milliards de dollars sont dépensés, chaque année, en recherche appliquée; cette somme est largement utilisée par les institutions existantes, pour perfectionner et commercialiser leurs produits. La recherche appliquée, c'est de l'argent dépensé pour construire des avions plus rapides, des aéroports plus sûrs; pour fabriquer des remèdes mieux adaptés et plus efficaces et des médecins capables de dominer leurs effets secondaires mortels; pour emmagasiner plus de connaissances dans les salles de classes; pour trouver le moyen de faire marcher d'immenses bureaucraties.

C'est l'espèce de recherche pour laquelle, d'une manière ou d'une autre, il faut présenter une sorte de chèque, si nous voulons avoir une chance de trouver des alternatives à l'automobile, à l'hôpital, à l'école et à l'un des nombreux objets que l'on dit « absolument indispensables à la vie moderne ».

J'ai en tête une sorte de recherche différente, particulièrement difficile, qui a été généralement négligée jusqu'à présent, pour des raisons évidentes. La recherche que je souhaite, c'est celle qui porte sur les alternatives aux produits qui dominent aujourd'hui le marché; aux hôpitaux et à une profession vouée à maintenir le malade en vie; aux écoles et au processus qui refuse l'éducation à ceux qui ont passé l'âge, qui n'ont pas suivi le bon programme, qui ne se sont pas assis dans une salle de classe pendant un nombre d'heures suffisant, qui ne paieront pas pour s'instruire, soit en se soumettant à la surveillance, à l'examen et aux certificats, soit en acceptant les valeurs de l'élite dominante.

Cette « anti-recherche » (Counter-research), sur les alternatives fondamentales aux solutions courantes préfabriquées, est ce dont les pays pauvres ont le besoin le plus urgent s'ils veulent avoir un avenir vivable.

Une telle « anti-recherche » se distingue d'un grand nombre

de travaux, portant l'étiquette « an 2000 », en ce que la plupart de ces travaux visent à changer radicalement les modèles sociaux, en ajustant l'organisation d'une technologie déjà avancée. « L'anti-recherche » dont je parle doit accepter, comme l'un de ses postulats, le manque permanent de capitaux dans le Tiers-Monde.

Les difficultés d'une telle recherche sont évidentes. Le chercheur doit commencer par mettre en doute ce qui, à tous les yeux, est évident. Ensuite, il doit convaincre ceux qui tiennent les leviers de commande d'agir contre leurs intérêts à court terme, ou faire pression sur eux, pour qu'ils en arrivent là. Enfin, il doit vivre en solitaire, dans un monde qu'il essaie de changer fondamentalement, où ses compagnons, appartenant à la minorité privilégiée, le considèrent comme un destructeur du fondement véritable, sur lequel nous nous tenons tous. Il sait que, s'il réussissait, dans l'intérêt des pauvres, les sociétés technologiquement avancées envieraient encore « les pauvres », qui adoptent ce point de vue.

Il y a un chemin normal, pour ceux qui mènent des politiques de développement, qu'ils vivent en Amérique du Nord ou du Sud, en Russie ou en Israël. Il consiste à définir le développement et à lui fixer ses objectifs, selon des méthodes qui leur sont familières et dont ils ont l'habitude d'user, pour satisfaire leurs propres besoins, et qui leur permettent de travailler, dans les institutions qu'ils dirigent ou contrôlent. Cette formule a échoué et elle devait le faire. Il n'y a pas assez d'argent dans le monde pour réussir le développement selon ces perspectives, pas même en additionnant les budgets que les super-puissances consacrent aux armements et à l'espace.

C'est la même voie que prennent ceux qui essaient de fonder des révolutions politiques, tout spécialement dans le Tiers-Monde. D'habitude, ils jurent que les privilèges des élites actuelles, l'école, les soins hospitaliers, etc. seront partagés par tous les citoyens et ils fondent cette vaine promesse sur le fait qu'un changement de régime politique leur permettra d'étendre suffisamment les institutions qui engendrent de tels privilèges. Les promesses et les appels, lancés par les révolutionnaires, tombent sous le coup de l'« anti-recherche » que je propose, tout comme le marché des producteurs dominants d'aujourd'hui.

Au Viet-Nam, un peuple à bicyclette, armé de cannes de bambous aiguisés, a immobilisé la machine de recherche et de production la plus perfectionnée qu'on ait jamais imaginée.

Nous devons chercher à survivre, dans un Tiers-Monde où l'ingéniosité humaine peut défier pacifiquement toute la puissance de la machine. La seule façon de renverser la tendance désastreuse du sous-développement à s'accroître, c'est d'apprendre à rire des solutions actuellement admises afin de modifier les désirs qui les rendent nécessaires. Seuls, des hommes libres peuvent changer de mentalité et s'étonner; et, si aucun homme n'est totalement libre, certains sont plus libres que d'autres.

## Commentaires

Alexander W. Wilde,  
*département des sciences politiques à l'université  
de Wisconsin.*

L'analyse que fait Ivan Illich de la situation des pays sous-développés est solide, radicale et réaliste. Les problèmes qu'ils rencontrent en essayant de devenir des sociétés développées du type que nous connaissons, des sociétés industrielles, ne débouchent que sur des échecs. Les raisons, internes et externes, nous sont assez familières. L'ordre économique international les cerne de toutes parts. Les appels à la bonne volonté des riches et des gouvernements (comme ceux du pape, par exemple) n'ont aucun effet et les divisions entre les nations pauvres elles-mêmes font obstacle à leurs tentatives, en vue de changer le système. Dans cette situation, il est parfaitement irréaliste d'adopter les objectifs de la société d'abondance de consommation de masse et d'importer ses institutions technocratiques et bureaucratiques afin de réaliser ces objectifs. Les structures adaptées au fonctionnement de la société évoluée, sont probablement inadaptées; peut-être même empêchent-

elles l'obtention de ce résultat. En bref, elles sont sans effet.

C'est l'appel réaliste d'Illich. En prophète, il se demande si la modernisation, d'un point de vue humain, est une valeur qui, de toute façon, vient en son temps. Ce n'est pas seulement du raisin acide, c'est plus proche du Christ que d'Esopé. La vision d'Illich donne un accent contemporain, vraiment humain, à la parole : « Dieu se servira des faibles de ce monde, pour confondre les puissants. » Il peut bien y avoir une contradiction entre modernisation et développement, si par « développement », nous n'entendons pas tant la quantité de l'économie que la qualité de l'existence. Il n'est pas impossible d'imaginer des sociétés (il en a déjà existé plusieurs) qui soient moins riches, moins bureaucratisées et technicisées que les Etats-Unis et qui répondent, avec un succès toujours croissant, aux besoins fondamentaux de l'homme, tels que les définit, par exemple, la charte des droits de l'homme de l'O.N.U.

Dans la vision d'Illich, il y a une idée implicite : non seulement les objectifs, mais le vrai processus de développement peut et devrait être différent. Au plan théorique, cela implique l'utilisation maximum des abondantes ressources de nombreux pays — ou individus — sous-développés. Engager un peuple tout entier dans le drame du développement a incontestablement de larges répercussions.

Cela signifie, avant tout, le pouvoir : le pouvoir de mobiliser les gens dans de nouvelles structures, le pouvoir d'accorder des priorités et de mettre en œuvre des programmes cohérents, sans risque de les voir s'effondrer. Cela signifie aussi, je pense, une certaine limitation des perspectives, une réglementation, un ascétisme mêlé de messianisme.

Les plus dramatiques tentatives de développement sans modernisation — la Chine de Mao, le Viet-Nam d'Ho Chi Minh, la Tanzanie de Nyerere, le Cuba de Fidel Castro — semblent présenter ces caractéristiques. (Ils sont cependant tous assez différents pour suggérer une série d'autres possibilités. L'Inde que rêvait Gandhi en était peut-être une.)

Il existe peut-être un seul pays d'Amérique du Sud, toujours retardataire et assez isolé, qui ait choisi un développement, qui ne soit pas la modernisation, sans passer par une révolution sociale. C'est le Paraguay. Dans tous les autres pays,

comme Illich le note très justement, il y a une bourgeoisie nationale, qui s'oppose carrément à toute orientation radicalement autre, et dont les goûts, le style de vie et même les catégories et les conceptions du développement pénètrent tous les centres de décisions. Ils s'effraient de toute mobilisation et de tout ce qu'un Etat fort pourrait faire (seul, un Etat fort, par exemple, pourrait obliger un citoyen à une année de service civil, comme Illich le suggère). Ils ne sont pas satisfaits, en tous points, de leur système et, cependant, ils sont profondément conservateurs. Ils ne sont peut-être pas un grand nombre, mais le système connaît un extraordinaire succès, car il confère à tous ceux qui sont en compétition un intérêt pour l'ordre établi. Néanmoins, cette situation d'éternel client a ses limites, et avec la démographie galopante actuelle, il peut ne pas y en avoir assez à distribuer à la génération qui vient.

(Mais Illich est peut-être trop pessimiste au sujet des possibilités de changement, dans la situation présente. A l'« anti-recherche », comme solution remplaçant la modernisation, j'ajouterai quelque chose sur les pressions, les problèmes et les structures qui, actuellement, peuvent empêcher ou faciliter la mise en place d'une nouvelle stratégie du développement.)

Comment des idées, comme celles d'Illich, pourraient-elles mordre en Amérique latine? Elles doivent affronter le problème de son manque d'identité. L'Amérique latine a toujours emprunté ses idées et ses institutions, à travers toute son histoire. Pour assurer un développement qui ne soit pas une modernisation, il faut, en un certain sens, être totalement et authentiquement indigène, surgir de cette société, être directement accordé à ses caractéristiques et à ses problèmes. S'il y faut certes quelque vigueur, il faudrait probablement avoir été en étroite relation avec un mouvement nationaliste authentique; et il y en a peu d'exemples, dans l'histoire de l'Amérique latine. Il faudrait avoir été lié à toute cette recherche d'une identité nationale réelle. A l'origine de certaines manières d'agir, en ce qui touche le développement, il y a le nationalisme brésilien, dans les années 50 et le nationalisme cubain dans les années 60.

En un certain sens, donc, cela ne saurait venir de l'extérieur. Dès lors cela prend inévitablement un air de condescendance ou cela manifeste à tout le moins un penchant chari-

table de suggérer que la pauvreté et la dépendance sont un état béni qu'on doit conserver indéfiniment.

L'Eglise d'Amérique latine pourrait avoir un rôle clé à jouer en ce domaine, mais seulement si elle vit ce qu'elle enseigne. Les fondements théologiques existent : l'anti-matérialisme, l'anti-libéralisme, l'accent mis sur les communautés, les forces secrètes de la faiblesse et du renoncement. Mais tout ceci ne peut être effectivement prophétique que si l'Eglise se libère de toute compromission avec le dispositif social établi. En ce qui concerne l'institution dans son ensemble, c'est probablement impossible. Mais il peut y avoir des voix isolées, un nouvel Amos, qui viendra après Camilo Torres et qui comprendra qu'en matière de développement comme avec le ciel, les moyens sont la fin.

Paulo Freire,

*chargé de cours au Center for the study of development and social change et professeur à l'université de Harvard.*

Il est impossible aux hommes de rester neutres, en regardant la réalité. En fait, la neutralité qu'on proclame est toujours un choix inavoué. C'est pourquoi lire Illich est toujours pour moi un plaisir : il n'essaie jamais de devenir neutre. Pour lui, exister, c'est risquer et écrire, c'est dénoncer, non sans danger, les mythes qui asservissent l'homme.

Cette impression a été encore avivée en lisant cet article. Mais mon premier objectif, dans cette étude, n'est pas, à proprement parler, d'analyser comment Illich arrive de façon concrète à nous faire percevoir quelques aspects des sociétés latino-américaines, ni d'étudier sa vision souvent prophétique du Tiers-Monde, ni même, enfin, de discuter cet article dans son ensemble. Je désire seulement expliciter quelques réflexions que cet article a éveillées en moi, homme du Tiers-Monde.

Le point central de ces réflexions est le suivant : il est impossible de considérer sérieusement le sous-développement, si nous ne le pensons pas, d'une part, comme une totalité en lui-même, d'autre part comme une partie d'un tout plus vaste : le tout de la dépendance. Dans une telle totalité, les pays sous-développés ne sont pas « leur propre vérité », comme dirait Hegel, mais la « vérité » des sociétés développées.

Dans leurs relations dialectiques avec la société métropolitaine ou la société dirigeante, les sociétés sous-développées prennent la forme de celle-ci et, dans une très large part de leur expérience historique, elles acceptent cette forme.

D'où, d'un côté, la tendance de la société dirigeante à modeler les sociétés sous-développées, en leur offrant ses modèles, supposés excellents; et, en conséquence, de l'autre côté, la naïve acceptation de ces modèles par les sociétés dépendantes, due à leur aliénation culturelle.

En fait, les sociétés sous-développées, leur état de dépendance totale et tandis qu'elles exportent leurs ressources naturelles et importent les produits manufacturés des pays dirigeants, existent comme d' « énormes marmites vides », destinées à être remplies avec les mythes de la métropole. Le mythe, par exemple, de leur incapacité « ontologique »; le mythe d'un développement possible, tant que ces sociétés restent dans leur état de dépendance, état dans lequel elles sont capables de se moderniser, mais jamais de se « développer », au sens où l'on est autonome; le mythe de leur incapacité historique, sans le guidage « fraternel » de la métropole.

Illich discute ces mythes sous un autre angle et souligne avec une ironie amère que « l'Alliance pour le progrès est un bon exemple de production charitable de sous-développement. Contrairement à ses slogans, elle est devenue une alliance pour le progrès de la classe des consommateurs et une alliance pour la domestication des masses latino-américaines. L'Alliance a été une étape importante dans la modernisation des modèles de consommation de la classe moyenne, en Amérique du Sud, en la faisant participer à la culture dominante de la métropole d'Amérique du Nord ».

Ceci est dû au fait que les sociétés dépendantes ne sont pas seulement des sociétés soumises économiquement, mais aussi des sociétés envahies culturellement. « L'invasion culturelle » rend possibles la création, le maintien et le renforcement d'un certain état d'esprit, dans la société dépendante, permettant sa manipulation. Dialectiquement, l'invasion culturelle, au niveau de la superstructure des sociétés dépendantes, sur-détermine leur infrastructure<sup>1</sup>, maintenant leur aliénation.

1. Sur la « dialectique de la surdétermination », voir Louis Althusser, *Pour Marx*, François Maspéro, Paris 1967.

Alors, la tâche historique des sociétés sous-développées n'est pas d'être modernisées dans la dépendance, mais au contraire, de se développer elles-mêmes comme des « êtres » autonomes.

Robert S. Browne,  
*directeur du Black Economic Research Center  
de New York.*

C'est vraiment un article agressif, bien qu'un peu flou parfois, à mon avis. Tantôt, il semble jeter une condamnation morale sur la société de consommation, inhérente à nos pays industrialisés; tantôt, il montre très bien le caractère peu approprié de tels modèles, pour les pays sous-développés. Le premier point m'a toujours donné l'impression d'un nid de guêpes; mais j'éprouve beaucoup de sympathie pour le second, surtout en ce qui concerne les gadgets de la technologie. Ses arguments en ce qui concerne les soins médicaux et l'éducation sont intéressants, mais non pleinement convaincants. J'espère qu'il les développera ultérieurement.

Denis Goulet,  
*département de sociologie de l'université de Californie,  
à San Diego.*

Je suis d'accord avec les thèses fondamentales d'Illich. Vous le savez, j'ai souvent indiqué que beaucoup de choses, que nous appelons développement, ne sont en fait qu'anti-développement. D'ailleurs, la manière dont se fait le développement est aussi importante que les bénéfices que l'on pourra retirer du développement, une fois qu'il sera achevé. Il me semble qu'Illich, dans son étude, a décrit, en quelques traits, ce qu'il pense au sujet de l'Amérique latine.

En outre, la « modernisation » est liée, dans une certaine mesure, à une « occidentalisation ». En conséquence, il y a de bonnes raisons d'opposer le développement, avec ce qu'il implique d'émancipation culturelle, politique et économique, et la « modernisation ». Une telle distinction a été faite clairement, il y a quelque temps, au colloque latino-américain de Brandeis, par Costa Pinto, un sociologue brésilien qui travaille à l'ONU, à l'Institute for Training and Research.

L'insistance d'Illich sur la nécessité d'une « anti-recherche »

est juste. Il a également raison, je crois, de dire que « notre conception du monde s'est concrétisée dans un système, dont nous sommes maintenant les prisonniers ». Il est à la recherche de formes de développement, qui ne soient pas liées à l'idée que se fait l'Occident des biens de consommation ou d'un progrès standard qui, en définitive, dépersonnalise aussi bien ceux qui réalisent le progrès, que ceux qui tombent au bord du chemin, parce qu'ils l'ont manqué.

Illich ne va pas assez loin cependant. Bien qu'il plaide pour une révolution des valeurs du Tiers-Monde, cela ne suffit pas. Une révolution culturelle des valeurs, dans les pays riches, doit aussi se produire pour que la première puisse porter des fruits. C'est la raison pour laquelle j'insiste sur la nécessité d'avoir moins de sécurité et de luxe, à l'intérieur comme à l'extérieur des Etats-Unis. Sur ce point d'ailleurs, nous avons à faire face à la nécessité d'une planification mondiale, d'une mise en commun à l'échelle planétaire de nos connaissances technologiques, d'institutions financières mondiales nouvelles, d'une réduction des souverainetés nationales et idéologiques. Beaucoup de ces sujets seront discutés dans mon prochain livre, comme vous le savez.

Dana S. Green,  
*directeur du département Amérique latine,  
au Conseil œcuménique des Eglises.*

Les thèses de base d'Illich offrent des perspectives rafraîchissantes. Je m'étonne cependant qu'il ne mentionne pas Cuba, à côté de la Chine et du Nord-Vietnam. En définitive, beaucoup de révolutionnaires proposent des systèmes analogues « d'anti-recherche ». (Cuba les met même en pratique.) Peut-être Illich cherche-t-il à se défendre lui-même, sur l'un et l'autre point. S'il en est ainsi, je pense que c'est une erreur de tactique.

Everett E. Hagen,  
*professeur d'économie et de sciences politiques (M.I.T.).*

Je suis d'accord avec un tiers environ de ce que dit le Père Illich, à savoir avec son exposé des objectifs généraux. Je laisse à d'autres le soin de commenter ce point, car je

voudrais dire mon profond désaccord en ce qui concerne certains aspects de son attitude générale.

Malgré la passion, très réelle et très grande, qui l'anime, pour augmenter le bien-être des paysans et des travailleurs, le Père Illich au fond les méprise. Freud, que cite Illich, aurait bien des choses à dire à ce sujet. Illich sait que sa conception de l'existence n'a pas été déterminée par ce que les écoles et les moyens d'expression lui ont enseigné, mais il croit que les paysans et les ouvriers sont des gens inférieurs, dont les conceptions de l'existence sont déterminées de la sorte. Il croit réellement qu'ils boivent du Coca-Cola, tout simplement parce que des organisations font une immense propagande. Il croit réellement que leur attachement à des modèles éducatifs sans utilité résulte tout simplement de ce que leurs supérieurs leur ont dit que ces modèles étaient bons. Il croit réellement que Sao Paulo est plein d'automobiles, simplement parce que les moyens d'information les ont présentées sous un jour favorable.

Ces vues simplistes l'amènent à trouver des solutions simplistes. Il attaque la bureaucratie; c'est une attaque aisée et bourgeoise, sur un problème qui appellerait une action combien plus difficile. Peut-être que les paysans et les ouvriers boivent du coca cola parce que l'absence de certains éléments nutritifs dans leur régime et le milieu où ils ont passé leur enfance et leur jeunesse leur ont donné une envie de nourriture qu'ils cherchent à satisfaire en buvant du coca-cola. Peut-être que leur respect pour l'éducation traditionnelle provient de facteurs culturels, qui ont joué dans la famille, bien avant que la famille ne les amène à prendre des attitudes conscientes, en ce domaine de l'éducation. En bref, je présume que les paysans et les ouvriers prennent telle ou telle attitude, selon un processus identique à celui du Père Illich, au vôtre et au mien.

S'il en est ainsi, la bureaucratie a toujours besoin d'être attaquée; mais décrire les paysans et les ouvriers comme des moutons qui n'ont aucune structure intellectuelle ou émotionnelle, si ce n'est celle qu'on leur a mise dans le crâne, c'est prendre l'attitude hautaine du critique, plutôt que promouvoir le progrès social.

William Glade,

*directeur du Center for international Business Research,  
à l'université du Wisconsin.*

Merci de m'avoir envoyé un exemplaire de l'article provocant d'Illich, que je vais utiliser dans mon cours sur les problèmes économiques de l'Amérique du Sud. Il me semble en venir aux mêmes conclusions que Jacob Viner qui avait suggéré, une fois, de prendre comme test-clé du développement économique la réduction de la pauvreté des masses. Bien qu'Illich, me semble-t-il, verse çà et là un peu trop dans la grandiloquence (par exemple en déclarant que les sociétés industrialisées ne développent pas la vie et n'ont que peu de contrôle sur leur environnement), l'intention générale de cet article est bonne, car il veut nous obliger à repenser les problèmes du développement. Il m'a toujours semblé bizarre, par exemple, que la commission économique pour l'Amérique latine, sans parler des gouvernements de chaque pays intéressé, rapporte à tout bout de champ, en termes positifs, que l'on a obtenu un pourcentage de croissance annuelle de 7 à 10 % dans la production industrielle, sans jamais analyser la teneur de cette production, en termes d'utilité de base.

Je trouve les idées d'Illich, en ce qui concerne l'école en particulier, intéressantes et je souhaite qu'à l'aide de spécialistes en la matière, il puisse proposer quelque chose de plus concret, dans la ligne de recherches qu'il suggère.

Romeo Maione,

*directeur exécutif de l'organisation catholique canadienne  
pour le développement et la paix, à Montréal.*

Cet article souligne l'échec des efforts pour moderniser les pays en voie de développement. Le responsable de fait, il faut lui donner son nom, c'est l'impérialisme, c'est-à-dire le fait d'imposer une manière de vivre à quelqu'un, sans se soucier de celle qui est déjà la sienne. Cet impérialisme n'est pas nouveau, il a accompagné tout le processus de développement, depuis sa naissance en Europe. Les paysans européens, qui émigraient vers les centres du développement, les cités tentaculaires de l'Europe et de l'Amérique du Nord, étaient dépouil-

lés de toutes leurs valeurs. Le processus était simple et direct. Vous les amenez à se sentir inférieurs et alors vous leur proposez un seul modèle de vie. Leurs aspirations se reflètent dans ce modèle. Eblouis par cette image, ils abandonnent leur histoire, leur culture et leurs valeurs et embrassent la civilisation du coca-cola.

Les systèmes d'éducation du monde évolué se sont généralement déployés autour de l'axe de l'impérialisme culturel. Tout comme le paysan engendre le travailleur, et le travailleur la classe moyenne, le système éducatif créait le produit qui s'adaptait au modèle.

Ce système qui, tout doucement, en est venu à détruire les valeurs spirituelles et culturelles des pays évolués, agit maintenant rapidement, en vue de faire la même chose dans le reste du monde. Les ponts de l'impérialisme sont jetés entre le monde évolué et les grandes cités du Tiers-Monde. Quel n'est pas le complexe d'infériorité du paysan brésilien, quand il quitte son village rural pour la grand-ville? Le village ne permet plus d'alimenter la vie — c'est-à-dire la quantité croissante de vie — que permet la médecine moderne; alors la vie quitte les villages et part à l'aventure.

Comme cet homme, très concret et réaliste, a les pieds sur terre, il ne peut s'intéresser à des façons de vivre théoriques et ainsi il s'intéresse à la seule qu'il trouve devant lui. Comment peut-on renverser ce processus vieux de deux siècles, aujourd'hui en particulier, sous la poussée d'une importante croissance démographique?

Le Tiers-Monde a-t-il la force et le temps de chercher de nouveaux modèles de vie? Le modèle est désormais universel; il est présent partout et il agit en profondeur. Il ne supporte « aucun dieu étranger ». Tout doit être créé à son image. Il est le produit conditionné destiné à toutes les nations; il s'est insinué dans beaucoup d'idéologies; il parle toutes les langues et propose une « culture » mondiale. En plein accord avec l'article d'Illich, je pense que le véritable pouvoir de cette unique culture mondiale, ancrée dans le Tiers-Monde par ses agents (habituellement des gens du pays) ne laisse aucun espoir au Tiers-Monde de stopper cette nouvelle barbarie. Il a besoin de tous ceux qui croient à la cité mondiale qui vient, par-delà les frontières nationales et idéologiques. Nous pou-

vons rogner sur nos dépenses militaires, car il est toujours bon de prévenir le désastre. Qu'obtiendrons-nous avec cette « économie »? Une culture impérialiste s'efforcera d'employer ces « économies » pour se propager elle-même, pour s'imposer elle-même? Elle continuera à envoyer des tracteurs, au lieu de développer les « ânes mécaniques ». Ainsi une diminution des dépenses militaires conduira à une aide étrangère accrue et la barbarie prospérera. Je doute fort que nous puissions stopper ce processus dans les années à venir et je me demande si nous devrions le faire, si nous le pourrions. Au plan économique, on donne au pauvre les économies que l'on a réalisées sur son dos. Nous devons nous battre pour de justes prix au niveau international, mais, par le fait même, nous aidons la barbarie à se développer. L'impérialisme ne peut produire de civilisations. Est-il nécessaire que toutes les civilisations passent par ces diverses phases du développement?

William Wilson,  
*directeur des études, the Christophers, New York.*

La thèse fondamentale d'Illich est assez juste : nous devons découvrir d'autres moyens d'approche en matière de développement, tout particulièrement dans les domaines de la technique, de la médecine et de l'éducation. Nous sommes de plus en plus défailants, il le répète, parce que « la puissance des institutions que nous avons créées est si forte et si insidieuse qu'elles modèlent non seulement nos préférences mais, actuellement, la conscience même de ce que nous croyons possible ». Il soutient sa cause, cependant, en utilisant trop de noir et trop de blanc. Tous les industriels désirent vendre indéfiniment leurs produits au Tiers-Monde. Tous les docteurs passent leur temps à ne sauver que quelques vies humaines, en utilisant des techniques bizarres, tandis que des milliers meurent faute d'eau potable. Tous les éducateurs forment des paysans résignés à accepter un système sur lequel ils n'ont aucun contrôle. Ses assertions au niveau des faits sont discutables. Par exemple : « Il n'y a pas assez d'argent dans le monde entier pour réaliser le développement dans ces perspectives, pas même en additionnant les budgets que les super-puissances consacrent aux armements et à l'espace. » La plupart

de ceux qui étudient le développement diraient que l'argent et la technique existent, mais le public ne le sait pas.

Illich montre beaucoup de mauvaise grâce à prendre les gens comme ils sont et à bâtir sur ce qui est bon; tandis que des changements radicaux et des innovations extraordinaires sont, on ne sait pourquoi, exigés, vouloir ignorer la sagesse du passé, c'est ouvrir la possibilité, pour de nouvelles races d'experts en développement, de répéter de telles erreurs.

Joao da V. Coutinho,  
*chargé de cours au Center for the study of development and social change.*

Dans son style inimitable, Illich nous aide à définir la situation des pays sous-développés et la tâche qui les attend. La situation est parfaitement décrite: ils prétendent faire ce qui est au-dessus de leurs moyens. Dans notre contexte, il pense à la déperdition d'énergie, résultant de l'emprise d'une civilisation technologique supérieure, qui impose ses propres normes, valeurs et modèles courants, et que l'utilisateur adopte à son tour. Le sous-développement est, du point de vue objectif, la situation créée par cette culture dominante et, du point de vue subjectif, un état d'esprit qui intériorise les prescriptions de cette culture. Il s'ensuit qu'une société sous-développée ne peut se développer en mettant en œuvre les prescriptions ou les recettes de la société dominante. Ceci n'est pas possible, non seulement pour des raisons économiques ou d'autres semblables, mais en raison de la véritable nature du problème: le sous-développement est, dans ses racines les plus profondes, un état d'abatement spirituel.

L'emprise de la culture dominante peut avoir un double effet ou plutôt, le fait d'admettre sa supériorité conduit aux deux attitudes suivantes:

1) Une conversion à ses normes, ses valeurs, ses mythes... c'est-à-dire l'acceptation inconditionnelle de ses prescriptions. Ce fut l'effet le plus universel de la colonisation;

2) Une résistance créatrice: la décision de la société victime de se forger une nouvelle rationalité, de se restructurer elle-même, selon une ligne qui tienne compte, non seulement du défaut d'équilibre intrinsèque à la nouvelle situation, mais

de la nécessité d'y faire face, en lui offrant un système de valeurs, né de sa plus profonde expérience.

Peu de pays ont été, ou sont capables de répondre de manière créatrice au défi qui leur est lancé. Leur état de prostration est perpétué par le truchement de leurs propres élites évoluées. La Chine est le seul pays où des solutions de remplacement sont perçues et vécues de façon exemplaire. C'est peut-être parce que peu de pays ont connu la profonde rupture sociale que la Chine a connue, il y a plusieurs décades, avant le triomphe de la révolution.

Autant qu'on puisse le penser, « l'anti-recherche » que prône Illich n'a guère de chances de succès, si ce n'est dans un état refermé sur lui-même ou insulaire, où les gens, conscients de ce qu'exige la situation historique nouvelle, se prêtent eux-mêmes à l'expérience, pour la création d'un ordre nouveau et autonome.

Norman A. Chance,  
*chef du département d'anthropologie,  
à l'université du Connecticut.*

En lisant l'article d'Ivan Illich, qui veut déjouer les intentions des pays dits « développés », je me rappelais une déclaration de John Kennedy: « Nous, les gens de ce pays, les gens de cette génération, nous sommes, par destin plus que par choix, des veilleurs sur les remparts de la liberté du monde. »

Comme tout pouvoir colonial, la tradition américaine s'est fondée sur tout un lot de postulats moraux, de croyances et de mythes qui s'accordent pour justifier le maintien de la tradition. Dans le passé, beaucoup de nos mythes avaient partie liée avec le christianisme: ainsi l'Indien américain comme païen, le darwinisme social. Avec le développement de l'Amérique industrielle, on se sentit davantage porté à contrôler les forces naturelles qu'à vivre en accord avec elles. A partir de là, les mythes, fondés sur la volonté de Dieu et les lois de la nature, commencèrent à perdre leur raison d'être. Les mythes plus récents utilisent les concepts d'« égalité » et de « modernisation ».

Si nous regardons vers le futur immédiat, nous voyons un

autre trait de notre société industrielle, qui exerce une puissante emprise sur ce qu'on appelle le Tiers-Monde, chez nous et à l'étranger : la technologie et l'automatisation.

Si le souci que nous manifestons de stimuler l'économie se maintient dans l'avenir (il y a peu de raisons de penser le contraire) et si l'automatisation se développe, comme prévu, avec les moyens actuels d'augmenter les ressources éducatives et humaines correspondantes, il ne sera pas nécessaire de chercher plus longtemps comment intégrer les membres de nos propres minorités raciales dans l'économie américaine. Cela sera devenu absolument désuet.

Si nous nous servons de la puissance de rationalisation « externe » qu'offre l'automatisation, et si nous la combinons avec le mythe de l'égalité, pour justifier la situation de pauvreté toujours croissante des membres des minorités, nous pratiquons une sorte de racisme, fondée sur la même logique erronée que la génération précédente. Sur ce point, nous ne voulons pas nous demander ce qui peut être fait, pour et avec les membres des groupes minoritaires, mais ce qui peut être fait à leur sujet. Si leur réponse entraîne une escalade de protestations violentes (fondée sur une conscience plus profonde du caractère historique des relations blancs-minorités et une nouvelle conscience de soi), nous serons très vraisemblablement amenés à remplacer notre souci de justice économique et sociale, par celui de la loi et de l'ordre.

Malheureusement, beaucoup des efforts économiques et sociaux que nous faisons en faveur du monde sous-développé, sont l'extension logique de nos prémisses et de la politique pratiquée chez nous à l'égard des groupes minoritaires. C'est ce qu'Illich sait très bien. Le président Truman disait en 1947 : « Le monde entier devrait adopter le système américain. Le système américain ne peut survivre en Amérique que s'il devient un système mondial. » Ce sont les idées même d'Illich, mais vues de l'autre côté de la barricade. Du reste, notre idée d'exporter nos surplus de marchandises vers le Tiers-Monde, a été un réel succès. Je pense aussi que l'idée d'Illich selon laquelle cette « anti-recherche d'alternatives fondamentales aux solutions courantes préfabriquées, est l'élément dont les pays pauvres ont le plus besoin, s'ils veulent avoir un avenir viable », est vraiment fondamentale pour le premier et le

second tout comme pour le Tiers-Monde. Ce n'est pas une question, tout simplement un fait : les efforts, pour rechercher et obtenir une consommation de plus en plus large de tous les biens et services, grâce à la croissance de la technologie, ne nous mènent qu'à une impasse. Si la satisfaction des besoins élémentaires des hommes débouche sur la recherche de toujours plus de produits à vendre dans les pays industrialisés et les pays sous-développés, nous laissons tomber une des qualités essentielles de l'ingéniosité humaine, qui est nécessaire à l'espèce humaine pour assurer son adaptation permanente.

Une enquête récente indique que, si le type actuel de veillées que présente la télévision américaine se prolonge, les enfants qui ont aujourd'hui deux ans auront passé neuf ans devant leur téléviseur quand ils auront atteint soixante-cinq ans.

Si nous désirons rompre avec la suite de postulats qui maintiennent notre mentalité de colonialistes, et si nous voulons bien nous rappeler que le développement exige de la diversité, en ce qui concerne la pensée, l'action et l'orientation, alors nous serons capables de survivre à nos erreurs présentes. Si nous refusons de changer notre manière de voir et continuons à manipuler, pour nos propres fins, les autres groupes raciaux et nationaux, nous ne survivrons certainement pas comme nation.

Il est temps cependant de nous poser une question fondamentale : voulons-nous re-examiner nos prémisses fondamentales, nos politiques, nos pratiques, vis-à-vis du Tiers-Monde, pour promouvoir de nouveaux programmes de développement économique, éducatif et social, fondés sur le sens du travail mutuel et du respect de soi-même ?

Sur ce point, je ne suis guère optimiste ; je pense cependant que nous devons consacrer toutes nos puissances d'invention à mettre en avant nos propres solutions de remplacement, en ce qui regarde la manière de vivre aujourd'hui, économique et socialement. C'est de cette façon seulement que nous pouvons renouer de nouveaux liens économiques, sociaux et politiques avec le monde sous-développé.

Si ce monde peut ré-orienter ses propres efforts, sous notre poussée économique et sociale actuelle, cela dépend de gens comme Illich et d'autres du même genre pour qui les questions fondamentales du genre humain ne sont pas le contrôle poli-

tique ou les ressources matérielles, mais le développement créateur de l'esprit humain.

Comme Gardner Murphy le suggérait, il y a quelques années, « il y a en nous des forces profondes, qui luttent fondamentalement pour satisfaire le besoin de comprendre; des forces qui résistent à la standardisation; des forces qui, nerveusement et fébrilement, déchirent la chrysalide de la culture : il est tout aussi humain de lutter contre la standardisation culturelle que de s'y soumettre; et, dans les conditions de vie moderne, les puissances créatrices de la curiosité, de la ré-organisation artistique et scientifique des matériaux et des manières de vivre, peuvent l'emporter sur beaucoup de forces culturelles conservatrices.

Les chances de chercher à sortir du dilemme ne sont pas égales. Mais elles demeurent ouvertes à toutes les tranches de la population mondiale.

Larry Dodge,  
*de l'Université Makerere, à Kampala (Ouganda).*

Juste un mot pour justifier le fait de n'avoir pas exprimé mes réactions devant votre dernier envoi : l'article de Illich. Le paquet est arrivé quatre jours seulement avant la date du dernier délai fixé pour répondre. Bien que je sois plongé jusqu'au cou dans l'organisation d'un atelier sur les « communications rurales », j'ai pris sur ma nuit pour écrire quelque chose; je l'ai trouvé mauvais et j'ai renoncé.

Cependant ce ne fut pas en vain : le groupe « World law » a demandé à une équipe d'universitaires africains d'écrire une étude prospective sur « L'Afrique regarde vers l'an 2000 ». Le professeur Ali Mazroi dirige l'entreprise et j'ai devant moi l'une des études écrites par vingt à trente personnes : « la fabrication des informations ».

L'article d'Illich arrive juste au bon moment et m'invite à envisager une toute nouvelle approche de ce sujet et j'intégrerai quelques-unes de ses idées sur la « dynamique du sous-développement » et la nécessité d'une « anti-recherche ».

John D. Early,  
*département d'anthropologie de la Florida Atlantic University.*

J'ai peu de commentaires à faire, car je suis profondément d'accord avec les thèses fondamentales d'Illich. Une des choses que nous sommes en train de faire au Guatemala est de laisser les gens mettre au point leur propre système d'éducation. Bien que nous n'en soyons encore qu'à des balbutiements, nous ne pouvons absolument pas nous servir des modèles de la société industrielle, qu'il s'agisse d'éducation ou d'autre chose, dans ces régions.